



Brice Couturier, Lionel Fontagné, Philippe Manière, Philippe Martin et Bernard Nadoulek

## Comprendre la mondialisation I

Éditions de la Bibliothèque publique d'information

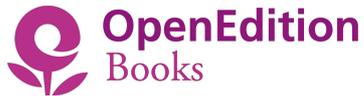
---

# Mondialisation et civilisations

**Bernard Nadoulek**

---

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.1286  
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information  
Lieu d'édition : Paris  
Année d'édition : 2008  
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014  
Collection : Paroles en réseau  
EAN électronique : 9782842462147



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

NADOULEK, Bernard. *Mondialisation et civilisations* In : *Comprendre la mondialisation I* [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2008 (généré le 15 mai 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/1286>>. ISBN : 9782842462147. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.1286>.

---

# Mondialisation et civilisations

**Bernard Nadoulek \***

Mon intervention étant limitée, j'essaierai d'esquisser une brève analyse des rapports entre mondialisation et civilisations pour vous apporter quelques pistes de réflexion sur la contradiction entre le caractère universel de la globalisation et les secousses identitaires qui la perturbent. Après une introduction, je traiterai ce sujet en trois parties et une conclusion. L'introduction nous permettra de détailler le paradoxe d'un mouvement de mondialisation que nous considérons comme « global », alors même qu'il est tissé de revendications identitaires. Dans la première partie, nous aborderons une illusion ethnocentriste occidentale, qui ne s'est pas encore dissipée, et qui consiste à croire que la démocratie libérale est devenue un concept universel porté par la mondialisation. Et ce, au moment même où il est rejeté par la plupart des pays non occidentaux. Dans la deuxième partie, nous verrons qu'au rebours de cette illusion, le dirigisme asiatique, dont la réussite flagrante porte la croissance des pays émergents, n'est fondé ni sur la démocratie, ni sur l'économie libérale, au sens où l'on entend ces deux concepts en Occident. Dans la troisième partie, nous verrons comment l'intégrisme islamique incarne lui aussi un refus du discours de l'Occident. Bien qu'il incarne un échec, contrairement à la réussite du modèle asiatique, on ne peut sous-estimer la capacité de nuisance de l'intégrisme qui, lui aussi, se présente comme un universalisme dans une période de retour en force mondiale du religieux. Enfin, la conclusion nous permettra d'entrevoir que dans la crise systémique mondiale qui s'annonce, si nous souhaitons limiter les effets destructeurs des bouleversements qui s'annoncent, grâce à des négociations internationales, nous ne pouvons plus évacuer les différences culturelles.

## Introduction

Mondialisation et civilisation, deux termes presque contradictoires. La mondialisation, le phénomène de décloisonnement économique, technologique et politique auquel nous assistons depuis les années 1980 : un concept synonyme de marche en avant vers l'avenir et de progrès. À l'inverse, les civilisations se caractérisent par un rapport avec l'Histoire, les traditions, les religions : un concept qui semble *a priori* orienté vers le passé. Pourtant cette opposition ne vaut que de manière formelle. Même si la mondialisation favorise la montée en puissance d'une culture consumériste, superficielle et globale – Microsoft, Coca Cola, McDonald's, etc. –, elle provoque aussi d'innombrables revendications identitaires : nous ne voulons plus être yougoslaves, mais serbes, croates ou bosniaques, non plus rwandais, mais hutus ou tutsis, non plus irakiens, mais chiïtes, sunnites ou kurdes, même si nous devons tuer ou mourir pour cela. À la fin des années 1980, l'opinion courante était que la mondialisation allait provoquer un immense processus d'uniformisation. Or aujourd'hui, nous nous apercevons que les identités culturelles n'en finissent plus de s'affirmer, aussi bien de manière positive, pour créer du lien social, que de façon négative, à travers les intégrismes. Depuis la publication du livre de Samuel Huntington<sup>1</sup>, nous pouvons avoir l'impression que « [le choc des civilisations](#) » représente l'un des signes annonciateurs du refus d'un monde global, dépersonnalisé, où chacun tomberait dans un bouillon cosmopolite uniforme. Mon hypothèse est la suivante : loin d'être un

6

Mondialisation  
et civilisations

retour vers le passé, la montée en puissance des civilisations constitue peut-être l'une des seules possibilités, dans chaque grande aire culturelle, pour adopter des formes de capitalisme et de démocratie cohérentes avec les valeurs traditionnelles locales.

Tout commence entre les années 1970 et 1980. Avant cette période, le concept de civilisation était complètement disqualifié en tant que moteur des enjeux identitaires lors des deux premiers conflits mondiaux. En effet, les travaux sur les civilisations, de [Spengler](#) par exemple, avaient été utilisés pour justifier la montée des nationalismes qui avait accompagné les deux premières guerres mondiales. Plus encore, des années 1950 aux années 1980, la situation internationale était structurée autour des rapports Est/Ouest, de la guerre froide et de la lutte entre communisme et capitalisme. La notion de civilisation était inopérante.

Dans les années 1970 puis 1980, le concept de civilisation réémerge aux États-Unis sous la forme d'un projet de civilisation universelle qui se construit empiriquement à travers les pratiques des milieux d'affaires et l'enseignement des *business schools*. Pour les *businessmen* américains, il n'était certes pas surprenant d'être confrontés à des différences de civilisations, de langues, de traditions, de coutumes ou de religions. Pas de scoop en la matière puisque les différences de « coutumes » sont décrites depuis Hérodote au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère. Mais, au-delà de ces différences, il existe au moins un domaine où une civilisation quasi universelle est en train de s'affirmer, celui du *business*. Au moment où les *business schools* réinventent le management comme une science universelle de la gestion, sur les fondements objectifs de la finance et du marketing, il n'y aurait qu'une seule manière de faire des affaires : grâce aux rendements d'échelle, à la maîtrise des courbes d'expérience, au contrôle de gestion, etc., pour dégager un profit optimum. En résumé, au-delà des différences culturelles, qui semblent promises à rejoindre les musées du patrimoine de l'humanité, il y aurait au moins un domaine où tous les hommes parlent un langage commun : celui des affaires. L'idée émergeait dans le contexte d'une remontée en puissance des États-Unis qui, sous la présidence de Ronald Reagan, revenaient à un néolibéralisme virulent. Le concept de civilisation est donc revenu au centre des débats pour être en partie nié puisqu'il s'agit de l'affirmation d'une civilisation au sens universel de ce terme, mais aussi d'une négation du concept de civilisation pris dans son sens identitaire.

7

Mondialisation  
et civilisations

### Universalisation de la démocratie et du libéralisme ?

En 1989, avec la chute du mur de Berlin, ce point de vue va prendre une dimension philosophique et idéologique, notamment à travers un article de [Francis Fukuyama](#) sur « la fin de l'Histoire<sup>2</sup> ». Pour Fukuyama, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, trois idéologies universelles se sont affrontées de manière récurrente : le fascisme, le communisme et la démocratie libérale. Fukuyama considère que le fascisme a été disqualifié par les deux guerres mondiales. Même si des régimes fascistes existent encore, plus personne ne pense que ce modèle représente une solution d'avenir. Avec la chute du mur de Berlin, le communisme s'écroule également. Seule la plus fragile de ces idéologies demeure, celle qui apparaissait

comme la moins monolithique, mais qui s'est avérée la plus souple et a survécu aux convulsions à la fois militaires, politiques et économiques du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle. L'idée fondamentale de Fukuyama est que la culture occidentale est devenue, sinon universelle, du moins en voie d'universalisation puisqu'elle a perdu tout concurrent. Fukuyama admet que beaucoup de pays ne sont ni démocrates ni libéraux, mais il prédit que toutes les nations n'auront d'autre possibilité que d'adopter ces deux valeurs occidentales – le capitalisme sur le plan économique et la démocratie sur le plan politique – s'ils veulent réussir à entrer dans un cycle vertueux de développement.

Pour les pays non occidentaux, plus des deux tiers des États membres de l'ONU, ce discours n'est pas innocent, il représente le nouvel impérialisme idéologique de l'Occident recouvrant ses intérêts économiques. Il est aussi celui que tiennent le FMI et la Banque mondiale, lesquels exigent une démocratisation et une ouverture des frontières économiques de tous les pays souhaitant emprunter de l'argent pour leur développement. Or, pour les élites de ces pays en voie de développement, ce discours n'a rien à voir avec un projet généreux de l'Occident qui chercherait à promouvoir les meilleures méthodes pour se développer, à partir de la démocratie et de l'économie de marché. Au contraire, il s'agit d'une tentative des pays développés pour conserver leur suprématie.

Par exemple, dans les années 1970, au moment des premier et deuxième chocs pétroliers, les banques occidentales ont vu affluer dans leurs caisses une masse de pétrodollars, argent qu'elles n'ont pas laissé dormir et ont prêté de manière massive, notamment aux pays d'Amérique latine dont une grande partie était, à cette époque, sous le joug des dictatures. De fait, l'argent qui leur a été prêté n'a pas servi au développement de ces pays mais à lutter contre le communisme, c'est-à-dire à massacrer leur propre jeunesse, ou à alimenter les comptes *offshore* des dictateurs comme Pinochet ou Videla. Au début des années 1980, au moment où ces pays reviennent à la démocratie, les États d'Amérique latine sont les pays les plus endettés du monde sans s'être développés pour autant. C'est alors qu'ils menacent de ne plus payer leur dette, ce qui aurait eu pour effet de faire sauter le système financier et monétaire international. Les banquiers occidentaux apprennent qu'il est parfois dangereux de prêter de l'argent à une dictature. Résultat, dans beaucoup de pays non occidentaux, on estime que si nous voulons qu'ils deviennent des régimes démocratiques, c'est tout simplement pour nous assurer de la pérennité de nos prêts: un régime démocratique étant plus légitimement responsable des aides qui lui sont accordées.

Par ailleurs, sur le plan économique, un certain nombre de dirigeants des pays en voie de développement expliquent que quand ils laissent l'agriculture occidentale, largement subventionnée et productiviste, pénétrer leurs pays, où on travaille encore la terre de manière quasi médiévale, leur agriculture s'écroule, parfois achevée par l'aide humanitaire. Il en va de même pour les industries des pays en voie de développement qui ne peuvent soutenir la concurrence de la productivité et de la compétitivité des entreprises occidentales.

Ainsi, pour les dirigeants des pays en voie de développement, quand les Occidentaux leur prêchent l'économie de marché et l'ouverture

économique, c'est pour favoriser les intérêts de leurs multinationales. C'est ainsi que le discours sur la démocratie libérale apparaît comme une prolongation idéologique de l'impérialisme occidental.

### La réussite du dirigisme asiatique

Plus encore, les seuls pays qui sont parvenus à gagner des parts de marché considérables face aux entreprises occidentales sont des États qui ne sont ni démocratiques ni libéraux, dans le sens où nous l'entendons en Occident. Il s'agit bien sûr des pays asiatiques qui pratiquent un dirigisme très éloigné de la démocratie libérale. Comment expliquer la réussite de l'Asie? Les pays asiatiques entrent dans la mondialisation de manière totalement décomplexée et, surtout, ils ont un fonctionnement très différent de celui de nos sociétés occidentales fondées sur la démocratie et le libéralisme.

Prenons le cas de Singapour dont les caractéristiques du modèle de développement sont similaires à toutes celles des économies d'Asie. Ce pays est-il une démocratie au sens occidental du terme et une sorte d'îlot idéal du capitalisme, tel qu'on semble l'admettre aujourd'hui? En 1973, au moment où les accords de Paris mettent fin à la guerre du Vietnam, Singapour est dirigé par Lee Kwan Yew, le chef du parti communiste, qui deviendra le principal artisan de son développement économique. Ceci peut sembler paradoxal: un communiste fondateur de la ville la plus capitaliste d'Asie! Ce n'est étonnant que si nous considérons le communisme d'un point de vue occidental. D'un point de vue chinois, il y a vingt-sept siècles que le confucianisme, c'est-à-dire « [la bureaucratie céleste](#) » selon Étienne Balazs, s'est instauré. Les Chinois sont donc confrontés à la bureaucratie depuis des siècles. Par ailleurs, ils sont nourris de traditions villageoises collectivistes, issues de l'antiquité chinoise: propriété collective de la terre et organisation collective du travail. Au moment de l'arrivée du bouddhisme en Chine, un nouvel élan de collectivisme se manifestera à travers le développement des monastères qui s'occupent d'agriculture, d'artisanat et de reproduction des connaissances, de la même manière que les monastères chrétiens. Le collectivisme et la bureaucratie existaient donc un peu partout en Asie et il n'est pas étonnant que le communisme y ait trouvé un terrain d'accueil.

Que se passe-t-il sur le plan politique à Singapour? La principale doctrine asiatique, d'origine chinoise, est le confucianisme qui contient une philosophie du « gouvernement par la vertu ». Elle consiste, pour l'Empereur, à écouter les conseils des sages, nous dirions aujourd'hui des experts, avant de prendre des décisions pour le bien du peuple, puis à les appliquer de manière autoritaire. Par exemple, parmi les actions qu'il fallait mettre en œuvre pour optimiser le développement de Singapour, une des solutions retenues était de faire de ses habitants les gens les mieux éduqués d'Asie. Sur les conseils d'experts, il a donc été mis en place un programme d'étude et les habitants ont été sommés de scolariser leurs enfants. Après cette convocation, les comportements des parents des enfants non scolarisés relèvent pratiquement de la haute trahison. Autre exemple, le droit du travail a été pratiquement supprimé pour attirer les investisseurs. En cas de plainte d'un salarié, la seule possibilité pour qu'elle soit examinée

par la justice est qu'elle relève d'un problème d'intérêt collectif pour toute la communauté. Les droits individuels sont subordonnés à l'intérêt collectif. Dans tous les cas, l'application des directives politiques est d'autant plus autoritaire que les mesures sont prises pour le bien de la communauté.

Même autoritarisme sur le plan économique : comme la plupart des pays asiatiques, l'état de Singapour pilote des stratégies de spécialisation compétitive qui réunissent toutes les entreprises locales sur des secteurs (textile, électroménager, électronique grand public, etc.) qui sont développés grâce à des stratégies économiques nationales, directement projetées à l'échelle mondiale. Ces stratégies sont mises en place sous l'égide de l'État : il étudie l'évolution du marché mondial pour déterminer ses cibles, il investit de manière significative dans la recherche et le développement pour mettre à niveau ses entreprises locales, il prend des mesures réglementaires d'incitations fiscales, etc. C'est le contraire des règles libérales des économies occidentales, où les entreprises sont autonomes dans leurs décisions, où chaque entreprise monte seule en puissance sur son marché national, avant de se positionner de manière autonome à l'international.

En bref, que ce soit sur le plan politique ou économique, les méthodes du dirigisme asiatique ne ressemblent en rien aux pratiques occidentales et n'ont aucun rapport avec la démocratie et le capitalisme.

### Universalisme de l'intégrisme islamique ?

Pour couronner le tout, il nous faut parler d'une autre idéologie qui prétend à l'universalisme, celle de l'intégrisme islamique. La chute du mur de Berlin, puis celle de l'Union soviétique, ont soulevé l'espoir d'une paix mondiale durable : c'est la thèse de Fukuyama sur « la fin de l'Histoire ». Il ne faudra malheureusement que très peu de temps pour que l'URSS cède à l'Islam le rôle d'ennemi de l'Occident. La rivalité Est/Ouest avait occulté la montée en puissance d'un ensemble de conflits dans lesquels le facteur commun était le rôle des pays musulmans : en 1979, la révolution théocratique de Khomeiny, puis l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, la guerre entre l'Irak et l'Iran, l'invasion du Koweït par les Irakiens, la montée du FIS en Algérie, la deuxième Intifada du conflit israélo-palestinien, etc.

C'est alors qu'en 1995, Samuel Huntington, nous annonce un « choc des civilisations ». Selon lui, les guerres du XXI<sup>e</sup> siècle seront des guerres de civilisations. Huntington nous décrit une « connexion islamo-confucéenne », c'est-à-dire une alliance de pays musulmans et asiatiques en train de s'armer pour former un front antioccidental. De plus, il désigne nommément l'Islam comme la principale force de déstabilisation mondiale de l'après-guerre froide. Selon lui, « le sang coule sur toutes les frontières de l'Islam<sup>3</sup> ». Après l'optimisme économique de Fukuyama, voici le pessimisme militaire d'Huntington.

Le problème de cette thèse est tout simplement qu'elle est fausse. Il y a bien eu des guerres entre des peuples de civilisations différentes mais la violence est toujours plus grande dans un conflit à l'intérieur d'une même civilisation. Les guerres les plus violentes sont des guerres de proximité. C'est la proximité qui maintient à la fois les tensions en suspens et les prota-

gonistes en présence. Ne prenons que l'exemple des deux guerres mondiales du xx<sup>e</sup> siècle qui ont été avant tout des guerres civiles européennes. Ou, pour reprendre les exemples précédents, plus récents encore, les luttes fratricides entre Serbes, Croates et Bosniaques dans l'ex-Yougoslavie, celles entre Hutus et Tutsis au Rwanda, ou encore entre chiïtes, sunnites et Kurdes en Irak. Même dans les cas d'affrontements entre peuples de civilisations différentes, les conflits ont rarement des causes ou des objectifs culturels. La colonisation occidentale, par exemple, couramment justifiée par un « idéal civilisateur », avait des enjeux économiques et géopolitiques beaucoup plus importants que ses justifications civilisatrices. Plus récemment, les conflits de « purification ethnique » auxquels nous avons assisté au Rwanda et dans l'ex-Yougoslavie, mettaient bien en jeu des facteurs culturels et même des discours racistes avoués, mais les objectifs concrets des affrontements étaient bien la répartition territoriale des différentes communautés ainsi que ses conséquences sur le plan du pouvoir politique et du développement économique.

En revanche, et même si la thèse d'Huntington est fautive, la menace, non de l'Islam, mais de l'intégrisme islamique et du terrorisme est réelle, bien que le danger ne soit pas nécessairement là où nous l'attendons. La plupart des islamologues considèrent que l'intégrisme islamique est un échec sur le plan politique et économique, c'est-à-dire dans sa capacité à construire un modèle alternatif de développement fondé sur des valeurs islamiques, à l'instar du dirigisme asiatique. Le terrorisme reste une menace à ne pas prendre à la légère mais, curieusement, la principale réussite actuelle de l'intégrisme islamique est d'ordre idéologique : c'est celui d'avoir imposé son universalisme, y compris aux démocrates qui le combattent.

En effet, à travers les affaires du voile islamique, de la fatwa contre Salman Rushdie, des caricatures de Mahomet, etc., les groupes intégristes ont réussi à imposer la prise en compte de leurs critères idéologiques aux démocraties occidentales. Prenons un seul exemple : celui des caricatures de Mahomet. Le droit à la caricature est reconnu partout en Europe mais, dès les premières protestations des groupes intégristes, nous voyons de belles âmes s'indigner : « Il y a des limites, on ne peut rire de tout, etc. », et nous voyons toute la presse européenne s'incliner. En France, seul *Charlie Hebdo* sauve l'honneur.

Les intégristes ont remporté une victoire idéologique, ils ont imposé leurs critères idéologiques et religieux à pratiquement toute la presse européenne. Pour éviter cette défaite, il aurait fallu que toute la presse publique, dès le lendemain, des caricatures de Mahomet, du Christ, de Bouddha, etc. Si nous n'avons pas ce courage à l'avenir, celui d'affirmer les valeurs et les lois républicaines, notamment celui de la séparation de l'église et de l'état, alors nous ouvrons la porte à l'intégrisme, à l'universalisme du califat.

## Conclusion

Récapitulons. D'abord, au moment où les Occidentaux pensent que la démocratie libérale est devenue universelle, cet universalisme autoproclamé est contesté par les trois quarts des pays membres de l'ONU, pour lesquels les valeurs occidentales participent d'un néocolonialisme principalement destiné à préserver les intérêts occidentaux. Ensuite, les performances éco-

nomiques des pays asiatiques des 30 dernières années ont été obtenues sur la base d'un dirigisme qui a très peu à voir avec le capitalisme et la démocratie tels qu'on les conçoit en Occident. Enfin, l'intégrisme islamique, malgré sa défaite politique et économique, malgré ses attentats terroristes, remporte des victoires idéologiques sur un Occident déboussolé qui ne sait plus défendre ses valeurs quand il importe vraiment de le faire face à la terreur. Dans ces conditions d'oppositions idéologiques, comment assurer la communication et le bon déroulement des négociations internationales dans une période où l'interdépendance est la caractéristique majeure de la mondialisation? Mais ce n'est pas tout, car les querelles idéologiques ou identitaires sont une chose et la crise systémique à laquelle nous allons être confrontés à l'échelle mondiale en est une autre. Entre la guerre économique mondiale pour le contrôle des ressources naturelles qui bat son plein, la crise du pétrole, celle à venir de l'eau potable, le problème du changement climatique, le trou de la couche d'ozone, la multiplication des catastrophes naturelles, etc., notre modèle mondial de développement est confronté à une crise d'une ampleur et d'une rapidité de propagation inédite. Comble d'infortune, au moment où ce modèle occidental semble condamné, 1,4 milliard de Chinois, 1,2 milliard d'Indiens, 1,1 milliard de musulmans, 650 millions d'Africains, 450 millions de Latino-Américains et 250 millions de Slaves, revendiquent légitimement de voir leur niveau de vie s'élever sur les bases de ce modèle.

Compte tenu des défis mondiaux à relever dans les prochaines décennies, il est fondamental que nous puissions communiquer sans préjugés dans les négociations internationales. Depuis presque trente années, j'enseigne les civilisations dans les entreprises pour améliorer la communication, la négociation et le management dans un contexte mondial multipolaire et multiculturel. Mais cela ne suffit plus, car il ne s'agit plus aujourd'hui de négociation d'entreprises, mais de négociations globales, internationales et multilatérales. C'est pourquoi il nous faut rapidement apprendre à négocier en tenant compte des différentes visions du monde en présence et non en postulant *a priori* qu'une vision du monde universelle doit servir d'étalon international. D'autant plus que plusieurs visions « universelles » et autoproclamées sont en présence. Les différences culturelles sont un fait dont il nous faut aujourd'hui prendre la mesure. Il existe d'ailleurs des différences significatives en matière de démocratie et de capitalisme au sein même des pays occidentaux. Les démocraties bipolaires anglo-saxonnes se distinguent aussi bien des régimes sociaux-démocrates alémaniques et scandinaves, que des démocraties pluralistes du sud de l'Europe. De même, sur le plan économique, le capitalisme néolibéral à dominante financière des Anglo-Saxons se distingue assez nettement du libéralisme tempéré de la plupart des pays européens. Il faudra donc nous habituer à considérer que le XXI<sup>e</sup> siècle verra apparaître différentes formes de systèmes économiques et politiques sans nous en offusquer *a priori*. Ce qui ne veut pas dire que les Occidentaux doivent reculer sur leurs propres valeurs, mais qu'ils devront démontrer l'excellence de la démocratie libérale par l'exemple et non par l'idéologie. C'est ainsi que le retour en puissance des civilisations ne constituera pas une régression vers le passé mais, peut-être, la voie d'accès la plus légitime à

des formes de démocratie et d'économie de marché adaptées aux valeurs des différentes aires civilisatrices.

### Notes

\* Docteur en philosophie, professeur de civilisations comparées, conseil en stratégie. Vous pouvez également lire cette intervention ainsi que d'autres textes de Bernard Nadoulek sur le [site personnel de l'auteur](#). ↗

1. HUNTINGTON, Samuel, *Le Choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 1997 ; 2000. ↗
2. FUKUYAMA, Francis, « The end of History », *The National Interest*, 1989 ; repris dans *Commentaire*, n° 47, 1989. ↗
3. HUNTINGTON, Samuel, *Le Choc des civilisations*, *op. cit.* ↗